

27.10.2015

B8-1092/10

**Amendement 10**

**Jan Philipp Albrecht**

au nom du groupe Verts/ALE

**Cornelia Ernst, Curzio Maltese, Josu Juaristi Abaunz, Marina Albiol Guzmán,**

**Ángela Vallina, Javier Couso Permuy**

au nom du groupe GUE/NGL

**Proposition de résolution**

**B8-1092/2015**

**Claude Moraes**

au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures  
sur le suivi de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2014 sur la surveillance  
électronique de masse des citoyens de l'Union européenne

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 1 bis (nouveau)**

*Proposition de résolution*

*Amendement*

*1 bis. invite les États membres de l'Union  
à abandonner toute poursuite en cours  
contre Edward Snowden, à lui offrir une  
protection et à empêcher en conséquence  
son extradition ou sa restitution par une  
tierce partie, en signe de reconnaissance  
de son statut de lanceur d'alerte et de  
défenseur international des droits de  
l'homme;*

Or. en

27.10.2015

B8-1092/11

**Amendement 11**

**Jan Philipp Albrecht**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de résolution**

**B8-1092/2015**

**Claude Moraes**

au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures  
sur le suivi de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2014 sur la surveillance  
électronique de masse des citoyens de l'Union européenne

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 8 bis (nouveau)**

*Proposition de résolution*

*Amendement*

***8 bis. demande la suspension des  
négociations sur le PTCI jusqu'à ce que  
les activités d'espionnage du secteur  
industriel européen par les États-Unis  
aient cessé;***

Or. en

27.10.2015

B8-1092/12

**Amendement 12**

**Jan Philipp Albrecht**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de résolution**

**B8-1092/2015**

**Claude Moraes**

au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures  
sur le suivi de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2014 sur la surveillance  
électronique de masse des citoyens de l'Union européenne

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 16**

*Proposition de résolution*

*Amendement*

16. déplore que le Parlement n'ait reçu aucune communication formelle de la part de la Commission concernant l'état de la mise en œuvre des 13 recommandations, contrairement à ce que la Commission avait annoncé, à savoir qu'elle communiquerait à ce sujet d'ici l'été 2014; souligne qu'à la suite de la décision de la Cour de justice d'invalider la décision 2000/520, il est aujourd'hui urgent que la Commission fasse un point complet sur l'état des négociations à ce stade et l'incidence de l'arrêt sur la poursuite des négociations qui ont été annoncés; demande à la Commission de réfléchir sans plus attendre à des solutions de substitution à la sphère de sécurité ainsi que sur l'incidence de l'arrêt sur les autres instruments *prévus au titre de la directive 1995/46/CE* pour le transfert de données à caractère personnel vers les États-Unis, et de les présenter avant la fin de l'année 2015 au plus tard;

16. déplore que le Parlement n'ait reçu aucune communication formelle de la part de la Commission concernant l'état de la mise en œuvre des 13 recommandations, contrairement à ce que la Commission avait annoncé, à savoir qu'elle communiquerait à ce sujet d'ici l'été 2014; souligne qu'à la suite de la décision de la Cour de justice d'invalider la décision 2000/520, il est aujourd'hui urgent que la Commission fasse un point complet sur l'état des négociations à ce stade et l'incidence de l'arrêt sur la poursuite des négociations qui ont été annoncés; demande à la Commission de réfléchir sans plus attendre à des solutions de substitution à la sphère de sécurité ainsi que sur l'incidence de l'arrêt sur les autres instruments pour le transfert de données à caractère personnel vers les États-Unis, et de les présenter avant la fin de l'année 2015 au plus tard;

Or. en

27.10.2015

B8-1092/13

**Amendement 13**

**Jan Philipp Albrecht**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de résolution**

**B8-1092/2015**

**Claude Moraes**

au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures  
sur le suivi de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2014 sur la surveillance  
électronique de masse des citoyens de l'Union européenne

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 20 bis (nouveau)**

*Proposition de résolution*

*Amendement*

***20 bis. demande à nouveau la suspension  
de l'accord sur le programme de  
surveillance du financement du  
terrorisme;***

Or. en

27.10.2015

B8-1092/14

**Amendement 14**

**Jan Philipp Albrecht**

au nom du groupe Verts/ALE

**Cornelia Ernst, Curzio Maltese, Josu Juaristi Abaunz, Marina Albiol Guzmán,**

**Ángela Vallina, Javier Couso Permuy**

au nom du groupe GUE/NGL

**Proposition de résolution**

**B8-1092/2015**

**Claude Moraes**

au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures  
sur le suivi de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2014 sur la surveillance  
électronique de masse des citoyens de l'Union européenne

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 38**

*Proposition de résolution*

38. déplore que la Commission n'ait pas donné suite à la requête du Parlement d'examiner la possibilité d'un programme européen complet de protection des lanceurs d'alerte et invite la Commission à présenter une *communication sur ce sujet* avant la fin de l'année 2016 au plus tard;

*Amendement*

38. déplore que la Commission n'ait pas donné suite à la requête du Parlement d'examiner la possibilité d'un programme européen complet de protection des lanceurs d'alerte et invite la Commission à présenter une *directive sur la protection minimale des lanceurs d'alerte dans le domaine du renseignement en Europe* avant la fin de l'année 2016 au plus tard;

Or. en

**Amendement 15****Jan Philipp Albrecht**

au nom du groupe Verts/ALE

**Cornelia Ernst, Curzio Maltese, Josu Juaristi Abaunz, Marina Albiol Guzmán, Ángela Vallina, Javier Couso Permuy**

au nom du groupe GUE/NGL

**Proposition de résolution****B8-1092/2015****Claude Moraes**

au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures sur le suivi de la résolution du Parlement européen du 12 mars 2014 sur la surveillance électronique de masse des citoyens de l'Union européenne

**Proposition de résolution****Paragraphe 41***Proposition de résolution**Amendement*

41. demande à la Commission d'élaborer des recommandations à l'attention des États membres sur la manière de mettre en conformité les instruments de collecte des données à caractère personnel à des fins de prévention, de détection, d'enquête et de poursuites en matière d'infractions pénales, notamment de terrorisme, avec l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 8 avril 2014 sur la conservation des données; fait notamment référence aux paragraphes 58 et 59 de cet arrêt, qui exigent clairement une collecte de données de manière ciblée plutôt que leur collecte indiscriminée;

41. demande à la Commission d'élaborer des recommandations à l'attention des États membres sur la manière de mettre en conformité les instruments de collecte des données à caractère personnel à des fins de prévention, de détection, d'enquête et de poursuites en matière d'infractions pénales, notamment de terrorisme, avec l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 8 avril 2014 sur la conservation des données; fait notamment référence aux paragraphes 58 et 59 de cet arrêt, qui exigent clairement une collecte de données de manière ciblée plutôt que leur collecte indiscriminée; ***attire l'attention sur l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 6 octobre 2015, selon lequel la surveillance de masse indifférenciée porte atteinte au contenu essentiel du droit à la vie privée; demande à la Commission d'engager des procédures d'infraction contre les États membres ayant maintenu en vigueur des lois sur la conservation des données;***

Or. en